



[Actualités](#) > [Décryptages](#) > La Commission européenne table sur une croissa...

La Commission européenne table sur une croissance faible en zone euro en 2023

LE 15 FÉVRIER 2023

D'après les dernières prévisions établies par la Commission européenne, la croissance économique ne devrait être que de 0,6 % en France et de 0,9 % pour l'ensemble de la zone euro en 2023. Cette faible croissance s'explique, selon elle, par l'inflation, qui devrait rester à un niveau élevé, le durcissement de la politique monétaire menée par la Banque centrale européenne et un environnement international peu dynamique.

Faible croissance attendue en 2023

Après une nette reprise en 2022, les perspectives 2023 sont moroses.

Croissance importante en 2022

La **croissance économique**, mesurée par l'évolution du produit intérieur brut (PIB) réel, a atteint 3,5 % au sein de la zone euro en 2022.

Les meilleures performances sont à mettre à l'actif de l'Irlande (+12,2 %), du Portugal (+6,7 %) et de Malte (+6,6 %). Au contraire, la croissance économique a été faible en Slovaquie (+1,7 %), en Allemagne (+1,8 %), en Lettonie (+1,8 %) et même négative en Estonie (- 0,2 %). Les pays Baltes semblent, d'ailleurs, avoir souffert davantage des conséquences de la guerre en Ukraine que les autres membres de la zone euro. D'une manière générale, à l'image de la France, les pays de la zone euro ont mieux résisté qu'anticipé aux soubresauts économiques de 2022.



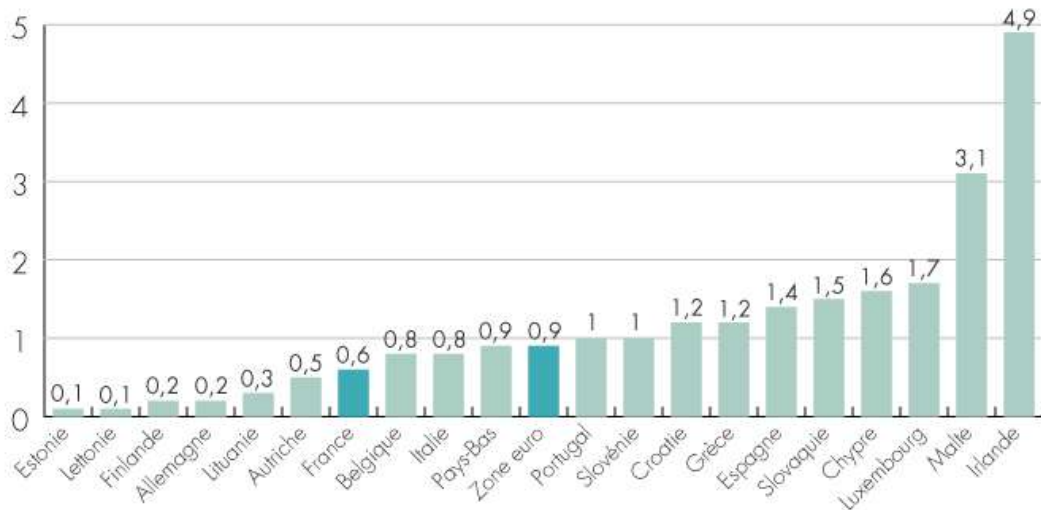
Les statistiques sur l'**activité économique de l'Irlande** sont à prendre avec précaution et ne sont que peu comparables à celles des autres pays membres de la zone euro : elles dépendent, en effet, largement de la performance des multinationales, comme Apple, Meta (Facebook) ou encore Microsoft, implantées sur son territoire. C'est la raison pour laquelle, certains économistes plaident pour le calcul d'indicateurs pour la zone euro excluant l'Irlande.

La Commission européenne s'avère moins optimiste pour l'année 2023

Selon ses dernières prévisions publiées lundi 13 février, la **croissance économique sera faible en zone euro**. La Commission européenne anticipe, en effet, une progression de 0,9 % du PIB pour l'ensemble de la zone. Hors Irlande et Malte, aucun pays ne devrait connaître de croissance supérieure à 1,7 %. La France se situe légèrement en dessous de la moyenne avec une prévision de croissance de 0,6 %.

PRÉVISIONS DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE POUR 2023

EN %



Source : lafinancepourtous.com d'après Commission européenne



Raisons de cette faible croissance

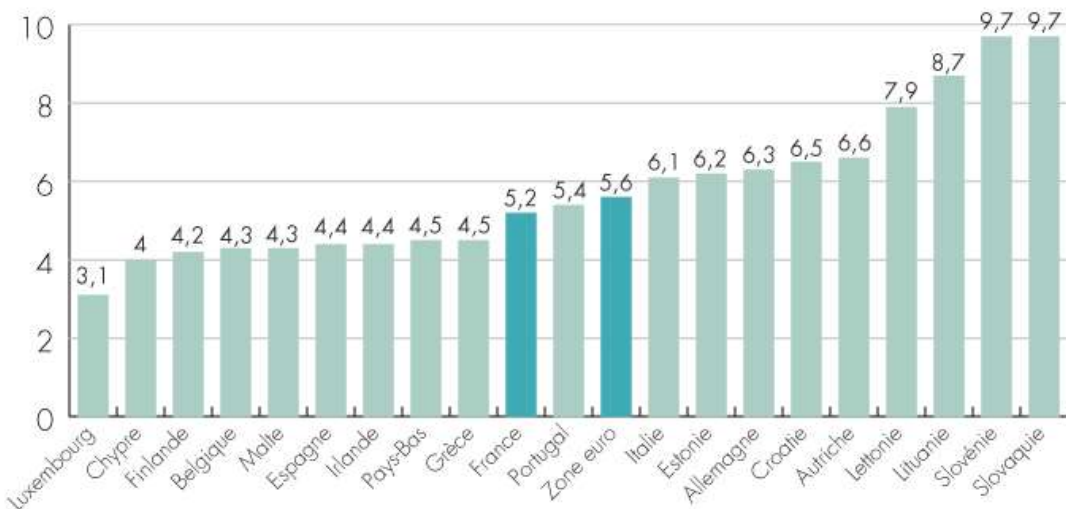
La Commission européenne met en avant trois facteurs explicatifs principaux pour rendre compte de la **faible croissance économique attendue en zone euro** en 2023.

Tout d'abord, si **l'inflation** a, sans doute, connu son pic fin 2022, elle devrait rester à un niveau élevé en 2023. La Commission européenne prévoit, en effet, que le niveau général des prix augmentera, en zone euro, de 5,6 % en moyenne.

Les disparités entre les pays sont fortes : le Luxembourg devrait connaître l'inflation la plus faible (+3,1 %), tandis que le taux d'inflation devrait flirter avec la barre des 10 % en Slovénie et en Slovaquie. La hausse des prix, plus rapide que celle des salaires, **ampute le pouvoir d'achat des ménages**, ce qui freine la progression de la **consommation**.

PRÉVISIONS D'INFLATION POUR 2023

EN %



Source : lafinancepourtous.com d'après Commission européenne



Deuxième facteur explicatif de la faible croissance attendue en 2023 : le **durcissement de la politique monétaire de la Banque centrale européenne** (BCE). Celle-ci opère, en effet, depuis l'été 2022, une remontée de ses taux d'intérêt directeurs et une réduction de la taille de son bilan, afin de lutter contre l'inflation en zone euro. Cette politique monétaire plus restrictive a un impact majeur sur les **taux d'intérêt** et donc sur les conditions de financement, ce qui **freine l'investissement des entreprises**.

Enfin, la Commission européenne souligne que **l'environnement extérieur demeurera peu dynamique**. En particulier, les autres pays avancés devraient connaître une croissance faible et devraient donc n'offrir que peu de nouveaux débouchés aux économies de la zone euro.